

Difficile démarrage des luttes dans l'automobile

L n'est pas besoin de lire attentive-ment la presse ouvrière pour com-prendre que le climat n'est pas à la lutte dans les usines d'automobiles.

De même, la préparation des journées des 9 et 10 octobre n'a pas été particulière-ment fiévreuse. Les responsables de la Féd-ération des métaux se chargent d'ailleurs de refréner l'ardeur des militants qui ima-gineraient que l'on va faire du « cham-bard » au Salon de l'automobile. S'il y a manifestation, raconte-t-on parmi les no-tables, autour du Salon, il ne faudra en aucun cas se mettre à dos les usagers, ni favoriser les « provocateurs » de ser-vice... et de citer ce « bon » exemple des travailleurs de chez BERLIET (combien?) qui ont manifesté « dans la rue » mais en prenant soin de ne pas provoquer d'embouteillages. Ils ont quand même dis-tribué un tract aux passants... RENAULT comme PEUGEOT d'ailleurs, respire le plus grand calme, à peine troublé par les 2 campagnes électorales (C.E. et délégués) se déroulant du 20 septembre au 9 octo-bre.

Crainte? Plaisir de bénéficier de plus grands loisirs? Manque de perspectives d'action? Tous ces facteurs se conjuguent, en fonction d'ailleurs des différentes caté-gories de personnel, pour expliquer le relatif équilibre actuel.

Le manque de travail, le chômage, ne favorisent pas l'action revendicative, c'est bien connu. Il ne fait pas de doute qu'une partie importante du personnel raisonne ainsi.

Mais d'autres phénomènes se manifes-tent.

En premier lieu, la réduction de l'horaire (5 h. 1/2 en moins par semai-ne) est appréciée fortement. Même les 2 jours chômés entièrement en septembre ont connu la même faveur. Les heures

perdues sont indemnisées. Dans le cadre d'une semaine (48 h. ramenées à 42 h. 30), la 48^e heure est payée à 100 %, les 4 h. 30 suivantes à 50 % soit 65 % de l'heure normale (Renault majore de 30 % les heu-res supplémentaires).

La journée chômée est payée à raison de 50 % de sa valeur soit 8 h. normales et 1/2 h. supplémentaire pour le nouvel horaire de 42 h. 30.

De plus ces pertes, de l'ordre de 9 à 10 % dans le pire des cas ne se sont PAS ENCORE MATERIALISEES entièrement, (seulement à la paye du 22 pour la pre-mière quinzaine de septembre). D'autre part, parce qu'en septembre, une prime de 110 F au coefficient 100 était versée (les O.S. ont des coefficients variants de 125 à 148).

Bref la pilule n'est pas encore trop amère... et c'est si agréable de sortir une heure plus tôt.

En dehors des O.S. la situation des pro-fessionnels et des mensuels en général est bien moins critique. Ces catégories représentent sensiblement 40 % de l'effec-tif à Billancourt.

Les cadres ne perdent rien : ils sont payés au forfait.

Les mensuels dans la proportion de 50 à 60 % n'ont subi qu'une réduction d'ho-raire de 2 h. 30 (soit -2,8 % de leurs ressources mensuelles). Par ailleurs, à partir d'octobre, la maîtrise à partir du contremaître et au-dessus va être payée au forfait, c'est-à-dire qu'elle ne subira pas de pertes du tout. Quant aux profes-sionnels, soit près de 8.000, ils continuent pour la plupart à pratiquer les anciens horaires.

La situation est donc extrêmement flui-de. En mars 64, les O.S. étaient à peu près 14.700 sur un effectif de 33.000 à Billan-court.

On constate donc que les réductions d'horaires visent essentiellement les ma-nœuvres (2 à 300) et les O.S. Depuis l'ap-parition des jours chômés, début 64, un exode du personnel s'effectue. Le bureau d'embauche est fermé depuis octobre 1963. Entre octobre 63 et mars 64, 6 % des O.S. ont pris leur compte alors que les pourcentages des autres catégories de personnel s'élevaient de 1,7 % à 2 %.

Cette hémorragie est favorisée par la direction RENAULT. La raison en est surtout l'accroissement de la productivité (la moyenne de véhicules produits par chaque travailleur est passée de 4,85 en 1955 à 10,53 en 1962).

L'évolution des effectifs est la suivante à Billancourt :

MARS 1963	: 34.965
DECEMBRE 1963	: 33.715
MARS 1964	: 32.764
JUILLET 1964	: 31.769

Entre fin juillet et le 11 septembre, 468 démissions ont été enregistrées.

Fin septembre, de nombreux départs en retraite ont été enregistrés. (Fin d'un tri-mestre civil). La fin décembre connaîtra sur ce plan un nouveau dégonflage. On peut estimer, en ce début d'octobre, qu'en 18 mois, les effectifs ont donc baissé de 4.000.

On peut comprendre sans peine pour-quoi la direction Renault joue les bons pères en déclarant qu'elle ne licenciera pas... pour le moment.

Si l'on tient compte que les départs leur reviennent moins cher que des licencie-ments car il n'y a ni préavis ni indemni-sations à payer, la régie Renault y est encore bénéficiaire.

Au cours de l'année 1964, on constate aussi que les effectifs généraux de tous

les établissements Renault (Le Mans, Flins, Cléon, etc...) diminuent également :

Décembre 1963 : 63.429 ; Juillet 1964 : 60.779. Mais incontestablement Billancourt conserve la palme. On peut évaluer que les départs dans cette usine sont près de 3 fois plus importants que dans l'ensemble des usines Renault, alors que Billancourt représente à peu près autant de personnes employées que dans le reste des établis-sements. C'est la démonstration que 'a région parisienne ne connaît pas encore un chômage important et que le reclasse-ment y est plus facile qu'en province.

L'hémorragie demande d'ailleurs à être contrôlée étroitement. Les patrons constatent que c'est surtout la main-d'œuvre la plus active, les jeunes, qui partent. Ce phénomène n'inquiète pas seulement Renault mais aussi SIMCA. Le retour aux 45 heures dans cette dernière usine n'a pas d'autre raison.

PEUGEOT également connaît les mê-mes problèmes : 20.041 ouvriers en dé-cembre 1963 ; 19.519 ouvriers en mai 1964. Il y a eu, une fois, une semaine de 32 heu-res, mais depuis la mi-septembre on ne parle pas de nouvelle journée chômée.

Mais l'ensemble du processus est étroi-tement contrôlé par les magnats de l'auto-mobile. Ils utilisent à fond toutes les pos-sibilités que leur offre la situation actuel-le, difficile, du marché.

A plus long terme, dans la concurrence effrénée que le différents producteurs eu-ro-péens vont encore accentuer, les patrons français espèrent que les dispositions adoptées maintenant, leur permettront de marquer des points. Se trompent-ils ? Et surtout, les ouvriers les laisseront-ils mener leur barque sans réagir ?

DUPARC

Le budget Pompidou

L E Budget de 1965, présenté le 17 septembre par Giscard d'Es-taing, est révélateur de la to-tale incertitude qui règne actuellement dans les milieux financiers quant aux conséquences profondes du plan de stabilisation et aux mesures qui de-vraient venir appuyer ou corriger son action. A ceux qui en attendaient des indications sur les prolongements qu'on voulait donner à la politique du 12 septembre 1963, le gouvernement a opposé sa conception d'un empirisme qu'il voudrait conscient et qui n'est en réalité que le reflet de son incapacité à prévoir les effets de ses propres décisions.

Quelles sont les principaux traits de ce budget ? On pouvait s'attendre à ce que les dépenses militaires dépassent cette année les 20 milliards : elles atteignent 20.806 millions du fait, no-tamment, d'une augmentation du quart des crédits destinés à la force de frappe. Parallèlement, les crédits affectés aux constructions scolaires n'augmentent que de 7 %, ce qui si-gnifie que dans ce domaine également les objectifs du IV^e Plan ne seront pas réalisés. La décision de ne cons-truire que 5.000 HLM de plus se passe de commentaires face aux besoins existants. Par contre les crédits pour les autoroutes et l'installation de té-léphones augmentent respectivement

de 26 % et 11,5 % : cet accent mis sur les investissements collectifs fut re-pris une semaine plus tard par le commissaire général au Plan, dans son rapport de présentation du projet de V^e Plan. Massé expliqua que les Fran-çais devraient apprendre à sacrifier leur consommation individuelle aux équipements collectifs...

Un second trait spectaculaire de ce budget a été la floraison de réformes fiscales. On a d'abord voulu faire passer pour une mesure sociale le relè-vement des tranches d'imposition sur le revenu. En fait, si à revenus et prix constants, cette mesure entraîne effec-tivement une diminution de la charge fiscale individuelle, en période d'inflation, quand la croissance des revenus est due pour la plus grande part à celle des prix, ce n'est qu'un réajustement qui n'empêche pas le rendement de l'impôt de croître (+ 18 % l'an prochain).

Une fois de plus ce sont les plus gros revenus que cette réforme favo-risera : le demi-décime ne sera plus perçu que sur les revenus annuels su-périeurs à 45.000 francs (au lieu de 36.000), la taxe complémentaire sur le revenu des valeurs mobilières est sup-primée, le revenu des portefeuilles d'obligations de 10.000 F est exonéré d'impôt, les grosses opérations en Bourse bénéficient d'une réduction du droit de timbre. Notons également l'encouragement donné aux fusions de sociétés et à la concentration par la réduction de 24 % à 15 % de la taxe spéciale sur ces opérations.

Par cette série de mesures le gou-vernement voudrait stimuler le mar-ché financier et relancer l'investiss-ment privé en nette stagnation. Il reste cependant douteux que de tels coups d'épingle suffisent à eux seuls à ren-verser cette tendance.

Autant que les chiffres, il est inté-ressant d'examiner le bilan que dres-sa Pompidou d'une année de fonction-nement du plan de stabilisation. La hausse des prix a été indéniablement freinée mais il est évident pour tous

que si l'effort actuel se relâchait, on en reviendrait très rapidement à la si-tuation antérieure.

Pompidou en est très conscient et clame bien haut la volonté du gouver-nement de maintenir le blocage des prix, les restrictions de crédit et sur-tout le blocage des salaires. Mais cet-te nécessité de maintenir les mesures en vigueur se manifeste au moment où des signes de récession commen-cent à apparaître dans plusieurs sec-teurs de l'économie française (l'au-tomobile et les grands magasins en particulier) et où l'investissement sta-gne à plus de 3 % dans l'ensemble du secteur privé.

La crainte surgit alors que cette ré-cession ne s'étende et que l'expérience française de stabilisation ne prenne le chemin de l'expérience italienne qui avait abouti à un étranglement de la croissance. Aussi un certain nom-bre de corrections sont-elles envisa-gées : on prévoit de relancer les inves-tissements des entreprises nationali-sées ; mais, si le gouvernement s'en-gage à assurer leur financement, il n'en précise pas les modalités se réser-vant suivant l'évolution de la conjoncture de procéder par voies d'emprunts ou par la hausse des tarifs consentis par ces entreprises, solution qui avait été rejetée l'an passé comme contrai-re aux objectifs de stabilisation. En ce qui concerne l'investissement privé, les mesures fiscales précédemment indiquées seront sans aucun doute in-suffisantes à sa relance. Cette derniè-re dépendra avant tout de la réussite de l'objectif essentiel du plan de sta-bilisation : la création d'une armée de réserve qui permettrait de stopper la progression des salaires, entraîne-rait une hausse du taux de profit et la reconstitution des réserves d'auto-financement. Mais aussi, en dernière analyse, la fin de l'expansion.

Pompidou va jouer de ses options dans les mois qui viennent pour « per-suader » les entrepreneurs privés de s'aligner sur la politique suivie par le gouvernement dans le secteur pu-blic ; liant le déblocage des prix in-dustriels et la suspension des mesu-res restrictives de crédit à la capacité des patrons de résister à la pression ouvrière.

Faute de perspectives, le gouverne-ment veut ainsi se faire décerner un « budget en blanc » qui lui permettra toutes les manœuvres et tous les coups de barre que l'évolution con-joncturelle nécessitera.

A long terme, comme le souligne le Ve Plan, le but essentiel semble être le développement des exportations ce qui, comme ce fut le cas de l'Allema-

gne hier, relancerait la croissance intérieure. La conjoncture mondiale se prête actuellement à une telle ten-tative : du fait de l'expansion soute-nue qui se poursuit aux USA, les ex-portations des pays en voie de déve-loppement donc leurs capacités d'im-portation restent élevées. Il est néan-moins trop tôt pour dire si l'économie française pourra jouer cette carte à temps et pour pronostiquer les consé-quences qui en découleront et qui ne pourront manquer d'être graves dans l'un et l'autre cas.

Depuis un an, la classe ouvrière française a fait l'expérience qu'infla-tion et stabilisation sont les deux fa-ces d'une même pillule qu'il s'agit de lui faire avaler. Un économiste bour-geois affirme que le seul remède effi-cace contre l'inflation est que les per-sonnes touchées dans leurs revenus par les hausses de prix patientent jus-qu'à ce que tout soit rentré dans l'or-dre et que la pire chose à faire est d'essayer d'ajuster les revenus à la montée des prix. C'est ce que les ex-perts du plan français appellent plus subtilement « Politique des Revenus ».

Il se trouvera toujours des patrons pour démontrer qu'ils ne peuvent aug-menter les salaires. Nous pensons, nous, que la classe ouvrière n'a pas à aligner son niveau de vie sur les in-térêts de capitalistes victimes de leur propre système.

Jean DEVAUX.

LE FRANC-THEATRE

organise une représentation unique de

SACCO ET VANZETTI

le MARDI 27 OCTOBRE 1964

à 21 heures

au Théâtre de la Cité Universitaire

21, Bd Jourdan, PARIS (XV^e)

(Métro : Cité Universitaire)

Prix des places : 5 F
(Etudiants : 3 F)

ABONNEMENT — 1 an : 10 F
● Sous pli fermé : 15 F ● De soutien : 20 F ● C.C.P. 19.591.39
Paris

Nos bureaux sont ouverts tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures, 21, rue d'Aboukir Paris-2^e - Tél. : GUTenberg 06-57.

Le gérant : G. DAVY

Imp. « E.P. », 232, r. de Charenton Paris-12^e